

Conférence de Mme Janette Habel, politologue, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine et de M. Antonio F. Romero Gomez, professeur au CIEM (Université de la Havane)

Sur le thème « Avec Raoul Castro, Cuba à la croisée des chemins ? »

A l'invitation de son Président, Monsieur l'Ambassadeur Siefer-Gaillardin et de Monsieur l'Ambassadeur Patrick Boursin, Président de la section Amérique Latine-Caraïbes, France-Amériques a accueilli le 17 avril la politologue Janette Habel, éminente spécialiste de Cuba, et le professeur Antonio Romero Gomez.

Si Cuba est aujourd'hui à la croisée des chemins, c'est que le pays est confronté à un changement majeur ; en 2018, Raoul Castro quittera le pouvoir, mettant fin à l'ère des frères Castro. Le professeur Romero Gomez insiste sur la nécessité de replacer les réformes approuvées ces dernières années dans un contexte de changement plus général, qui remonte au début des années 1990. La chute de l'URSS entraîne alors Cuba dans la crise économique la plus grave de son histoire, qui aboutit à une remise en cause des bases économiques et sociales de la société cubaine. L'année 1993 marque le début d'une transformation économique complexe et contradictoire du pays, caractérisée par des réformes qui ont pour vocation de rendre le pays attractif pour les capitaux étrangers et l'économie cubaine plus compétitive à l'international, d'augmenter la participation non-étatique à l'économie et de modifier la structure sociale du pays. Ces évolutions ne se font pas sans heurts, les autorités tentant même d'inverser la tendance au début des années 2000 pour répondre aux critiques émises par la société civile, qui commence se faire entendre. C'est dans le contexte de la crise mondiale de 2008 et de ces débats internes que Raoul Castro succède à son frère et ouvre la période actuelle de changements.

Face à une économie cubaine en plein marasme et à une situation démographique préoccupante, dans un contexte social lourd, marqué par les attentes de la population et l'absence de débouchés pour une jeunesse qualifiée, Raoul Castro dénonce une économie au « *bord du précipice* » et insiste sur l'urgence du changement. Le sixième congrès du parti communiste lance alors « *l'actualisation de la politique économique* », une série de mesures pragmatiques qui passent par une réforme agraire, le développement des activités de production et de service, la transformation du système bancaire, un début de restructuration de l'économie d'Etat et l'accroissement de l'autonomie des provinces cubaines, en vue d'une éventuelle décentralisation.

Certaines institutions sont essentielles dans la mise en œuvre ces évolutions. Janette Habel insiste ici sur le rôle prépondérant de l'armée, qui contrôle plus de la moitié des entreprises de l'île, et sur celui de l'Eglise catholique, médiateur des relations du pouvoir avec les dissidents et acteur de la libération de prisonniers politiques. Le Parti communiste,

colonne vertébrale de l'administration et de l'appareil d'Etat, est essentiel, bien que Raoul Castro ait souvent dénoncé les « *bureaucrates corrompus* » qui le constituent. La personnalité de Raoul Castro, ses talents de gestionnaire et son pragmatisme, apparaissent aussi comme cruciales et, bien que moins charismatique que son frère, il semble plus apte à répondre aux attentes de la population.

Ces réformes s'inscrivent dans un contexte de réinsertion régionale réussie pour l'île ; Raoul Castro a été, à la surprise de Washington, le troisième président de la CELAC, ce qui illustre l'évolution des rapports de force qui s'opère en Amérique latine. Cuba a vu s'accroître la liste de ses partenaires, notamment le Brésil, la Chine, ou le Venezuela, bien que les événements récents dans ce pays puissent amener à un rééquilibrage de la relation, alors que la question de l'embargo américain, prépondérante, reste marquée par l'incertitude. La volonté de changement dans la continuité incarnée par Raoul Castro, dynamique complexe qui tire son inspiration du Viet Nam et de la Chine, doit toutefois répondre à la question de savoir si ce modèle est viable dans les conditions cubaines, marquées par la proximité avec les Etats-Unis. L'enjeu pour Cuba est de parvenir à se réinsérer dans l'économie mondiale sans en être la victime ; la normalisation de la relation avec les Etats-Unis constitue ainsi une variable prépondérante.

Janette Habel s'interroge sur les défis soulevés par ces évolutions ; l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, l'affaiblissement des services publics qui les accompagnent expliquent les résistances qu'elles suscitent, et ont contraint le gouvernement à faire marche-arrière sur certaines réformes. La politologue souligne cependant la timide dynamique politique qui accompagne ces évolutions économiques, comme la limitation des mandats pour l'exécutif et l'accroissement de l'espace dévolu à la société civile même si l'ouverture économique reste sous tutelle du gouvernement. Le professeur Romero soulève les principales interrogations qui agitent la société cubaine: ces réformes sont-elles suffisamment ambitieuses pour répondre aux défis économiques et sociaux auxquels l'île doit faire face ? Sont-elles cohérentes avec une stratégie de développement à long terme ? Quelles sont leurs chances de succès pour un petit pays dans une économie globalisée et quelles seront leurs incidences sur le plan social ? Tous ces questionnements renvoient à celui du développement d'un socialisme durable, dans une société moins inégalitaire, soutenu par un modèle économique viable.